



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GENERALE

E/1982/3/Add.31  
12 décembre 1984  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

Première session ordinaire de 1985

APPLICATION DU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ECONOMIQUES,  
SOCIAUX ET CULTURELS

Rapports présentés par les Etats parties au Pacte sur les droits  
faisant l'objet des articles 13 à 15, conformément à la troisième  
étape du programme établi par la résolution 1988 (LX) du Conseil  
économique et social

Additif

NICARAGUA

[25 octobre 1984]

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrophes</u>	<u>Pages</u>
I. ARTICLE 13 : DROIT A L'EDUCATION .....	1 - 13	3
A. Principaux textes .....	1 - 3	3
B. Buts, objectifs et principes généraux du système d'éducation .....	4 - 7	4
C. Principes généraux de la politique de développement de l'éducation .....	8 - 9	8
D. Développement du système scolaire (principaux progrès) .....	10 - 13	9
II. ARTICLE 14 : PRINCIPE DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE ET GRATUIT POUR TOUS .....	14 - 16	13

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
III. ARTICLE 15 : DROIT DE PARTICIPER A LA VIE CULTURELLE, DE BENEFICIER DU PROGRES SCIENTIFIQUE ET DE LA PROTECTION DES INTERETS DES AUTEURS .....	17 - 25	14
A. Textes principaux .....	17	14
B. Principales composantes de la politique culturelle	18 - 20	15
C. Principales mesures adoptées aux fins du développement culturel .....	21 - 25	16

/...

## I. ARTICLE 13 : DROIT A L'EDUCATION

### A. Principaux textes

1. Le droit à l'éducation est l'une des priorités du gouvernement révolutionnaire : il est énoncé dans la première proclamation du gouvernement de reconstruction nationale, en date du 18 juin 1979. Au chapitre III, consacré au secteur social, le point 3 intitulé "Education" prévoit ce qui suit :

"a) On procédera à une réforme profonde des objectifs et du contenu de l'éducation nationale, pour en faire un élément essentiel du processus de transformation humaniste de la société nicaraguayenne et pour donner à ce dernier une orientation critique et libératrice;

b) L'enseignement primaire et secondaire, qui sera gratuit et obligatoire, donnera à l'élève non seulement une formation scientifique, mais aussi une des qualifications professionnelles et une bonne connaissance de la réalité nicaraguayenne;

...

e) On créera des écoles techniques professionnelles qui prépareront la main-d'oeuvre à divers métiers utiles au développement national;

f) En fonction des directives et des priorités énoncées dans les programmes d'éducation, on allouera des ressources à la création de centres d'éducation ruraux où la population des campagnes acquerra un ensemble de connaissances de base et une formation technique. Les programmes d'éducation rurale seront étroitement coordonnés avec la réforme agraire et le développement rural;

...

h) On lancera une campagne nationale de mobilisation des ressources pour éliminer totalement l'analphabétisme. On mettra également en oeuvre des programmes d'éducation libératrice en vue d'intégrer pleinement les adultes dans le processus de reconstruction et de développement national."

2. En outre, dans le statut fondamental et le statut relatif aux droits et garanties dont jouissent les Nicaraguayens, en date du 11 mai 1980, le chapitre III relatif aux droits culturels dispose ce qui suit en ce qui concerne le droit à l'éducation :

### "Article 40

1. Chacun a droit à l'éducation.

2. L'enseignement primaire et secondaire sera gratuit, obligatoire et accessible à tous. Il faudra promouvoir un enseignement de base pour les personnes qui n'ont pas reçu d'instruction primaire ou qui ne l'ont pas reçue

/...

jusqu'à son terme. L'enseignement secondaire comprendra notamment l'enseignement technique et professionnel en vue de préparer chacun à un métier et de familiariser les citoyens avec la réalité nicaraguayenne. Un lien étroit sera établi entre l'éducation et le travail.

3. L'alphabétisation est reconnue d'intérêt public, et tous les Nicaraguayens ont la responsabilité de s'instruire.

4. Les parents sont libres de choisir pour leurs enfants des écoles ou établissements autres que ceux des pouvoirs publics, mais conformes aux normes minimales qui peuvent être prescrites ou approuvées par l'Etat en matière d'éducation et qui s'en tiennent strictement aux programmes d'enseignement nationaux. Les individus et les personnes morales ont le droit de créer et de diriger des établissements d'enseignement, sous réserve que les principes énoncés au paragraphe précédent soient respectés. L'Etat supervise tous les centres d'enseignement du pays de façon suivie, afin de veiller à l'application de sa politique en matière d'éducation et à celle des plans et programmes d'enseignement nationaux.

5. Le montant des frais de scolarité demandés par les établissements privés doit être approuvé par l'Etat. Les établissements d'enseignement ne peuvent en aucun cas avoir des buts lucratifs.

6. L'Etat est tenu de nourrir dans les écoles les enfants qui en ont besoin et de leur distribuer des vêtements, des chaussures, ainsi que des fournitures et livres scolaires."

3. Le droit à l'éducation a été ratifié par la suite lorsque la déclaration des buts, objectifs et principes généraux de la nouvelle éducation a été proclamée par la junte du gouvernement de reconstruction nationale, le 1er mars 1983. Les principes suivants ont été énoncés :

"1. Le droit à l'éducation est un droit fondamental et inaliénable de tout Nicaraguayen. L'éducation sera obligatoire à tous les niveaux de l'enseignement préscolaire et de l'enseignement général de base. Le caractère obligatoire en sera établi progressivement, au fur et à mesure que se développeront les services d'enseignement public.

...

3. L'éducation est une responsabilité primordiale de l'Etat, qui est tenu de s'en acquitter. L'enseignement dispensé par l'Etat sera gratuit, public et mixte."

#### B. Buts, objectifs et principes généraux du système d'éducation

##### 1. Buts

4. La nouvelle éducation au Nicaragua a pour but de former pleinement et intégralement la personnalité de l'homme nouveau qui évolue sans cesse afin que celui-ci puisse promouvoir le processus de transformation à partir duquel s'édifie

/...

jour après jour la nouvelle société et contribuer à ce processus. L'homme nouveau, qui se crée peu à peu depuis le début du processus de libération du peuple nicaraguayen, se forme à partir de notre réalité, du travail créateur et des événements historiques que nous vivons.

5. L'éducation devra développer les capacités intellectuelles, physiques, morales, esthétiques et spirituelles de l'homme nouveau. D'après l'enquête réalisée par le Conseil national sur les buts et objectifs de l'éducation, les qualités et valeurs incarnées par l'homme nouveau nicaraguayen sont les suivantes :

"a) Dans le domaine politique :

Il est patriote, révolutionnaire, solidaire; il défend les intérêts des ouvriers et des paysans, en particulier, et des masses laborieuses qui constituent la majorité de notre peuple. Il est anti-impérialiste, internationaliste, opposé à toute forme d'exploitation découlant de facteurs internes et externes, ennemi du racisme, de la discrimination et de l'oppression; il défend l'unité de la nation autour de nos classes laborieuses et de nos ouvriers agricoles pour instaurer la souveraineté nationale, le progrès social, la justice, la liberté, la détente et la paix, dans la région et dans le monde;

b) Dans les domaines social et moral :

Il est responsable, discipliné, créatif, coopératif, travailleur et efficace; il a de nobles principes moraux, civiques et spirituels; il est doté d'une capacité critique et autocritique, d'une vision scientifique du monde et de la société; il est capable d'apprécier le beau et son expression dans les arts; il est à même de reconnaître et d'estimer la dignité du travail manuel produit par l'intellectuel; il est convaincu de l'importance de la protection, de la défense et de l'amélioration de l'environnement et de la qualité de la vie; il est respectueux de l'homme, libre, honnête, sincère, fraternel, modeste, dévoué, objectif; il comprend que l'intérêt individuel doit être compatible avec l'intérêt social et national; il fait preuve d'un remarquable esprit de sacrifice et d'abgénération pour défendre la patrie et la révolution."

## 2. Objectifs généraux

6. L'éducation aura les objectifs généraux suivants :

"a) Offrir aux élèves une éducation qui les incite à devenir d'importants agents de leur propre formation et leur permette d'accéder au plus haut niveau dans les domaines des sciences et techniques, des humanités et des arts. A cet effet, le processus d'enseignement-formation mettra l'accent sur la maîtrise des méthodes scientifiques et sur l'autoformation;

b) Préparer les élèves à un travail créateur et leur faire prendre conscience de la valeur économique, sociale et culturelle du travail productif ainsi que du rôle fondamental que jouent les travailleurs dans l'édification de la société nouvelle et de l'influence formatrice du travail productif, qui permet de surmonter la contradiction existant entre la théorie et la pratique,

/...

le travail intellectuel et le travail manuel. Cette prise de conscience devra susciter chez les étudiants une nouvelle attitude à l'égard du travail et de la discipline du travail compte tenu des nouvelles conditions créées par la révolution populaire sandiniste;

c) Inculquer aux nouvelles générations les valeurs et principes de la révolution populaire sandiniste, en renforçant leurs convictions concernant la participation organisée du peuple à la gestion sociale et aux tâches de la révolution comme pratique de la démocratie populaire; leur apprendre à rejeter toute forme de domination impérialiste et développer en elles un esprit de solidarité militante avec tous les peuples du monde;

d) Edifier l'homme nouveau sur la pensée et l'exemple des héros, des martyrs et de tous ceux qui au cours de l'histoire de nos luttes de libération ont construit, défini et inspiré, dans son essence et son identité, notre patrie et notre révolution populaire sandiniste;

e) Susciter une adhésion indéfectible à la défense de la patrie et de la révolution pour renforcer l'indépendance, l'autodétermination, la souveraineté et l'identité nationales;

f) Encourager la création de liens d'amitié et de coopération avec les peuples et les gouvernements du monde entier, liens fondés sur l'égalité et le respect mutuel;

g) Inculquer et promouvoir le plus profond respect des droits de l'homme;

h) Puiser aux racines de notre propre culture, dont la promotion et la diffusion seront étroitement liées aux programmes d'enseignement; tirer profit des apports scientifiques et culturels de l'humanité, en rejetant tout élément culturel porteur d'aliénation;

i) Stimuler chez les élèves et les éducateurs la capacité d'analyse critique, autocritique, scientifique et créatrice et faire ainsi de l'éducation une pratique libératrice;

j) Dispenser une formation humaniste, scientifique, technique, politico-idéologique, morale et physique qui s'applique de façon créatrice au processus de transformation de notre propre réalité;

k) Mettre en valeur sur le plan technique et politique les ressources humaines nécessaires pour développer et renforcer le processus révolutionnaire, conformément aux plans généraux de développement socio-économique;

l) Contribuer à l'amélioration et à l'épanouissement de la santé physique et psychique des élèves."

### 3. Principes généraux

7. Afin de réaliser ces buts et objectifs, la nouvelle éducation suivra les principes généraux suivants :

\*a) Le droit à l'éducation est un droit fondamental et inaliénable de tout Nicaraguayen. L'éducation sera obligatoire à tous les niveaux de l'enseignement préscolaire et de l'enseignement général de base; le caractère obligatoire en sera établi progressivement, au fur et à mesure que se développeront les services d'enseignement public;

b) L'éducation au Nicaragua aidera à résoudre les grands problèmes économiques et sociaux, en étant directement liée à la vie et à l'histoire de notre peuple;

c) L'éducation est une des responsabilités primordiales de l'Etat, qui est tenu de s'en acquitter. L'enseignement dispensé par l'Etat sera gratuit, public et mixte. L'Etat devra planifier, évaluer, orienter, superviser et promouvoir le processus éducatif à tous les niveaux et sous toutes ses formes. L'Etat garantit et encourage la participation de la famille, de la communauté et des organisations de masse au processus éducatif;

d) Le travail productif et créateur sera un des éléments de la formation et fera partie intégrante des programmes d'enseignement, grâce à une conjonction de la théorie et de la pratique, du travail manuel et du travail intellectuel;

e) L'éducation est un processus unique, continu, récurrent et permanent de formation et de développement de la personnalité;

f) La nouvelle éducation est un système composé de divers sous-systèmes. Les nouveaux programmes élaborés seront axés sur l'idée que l'éducation est un système, c'est-à-dire qu'elle forme un tout cohérent, un ensemble d'éléments liés entre eux, qui vise des objectifs communs et intègre tous les niveaux, modalités et manifestations du processus éducatif : l'enseignement de type scolaire aussi bien que non scolaire. Il faudra établir les structures nécessaires pour articuler aussi bien horizontalement que verticalement les différents niveaux et formes d'éducation, afin de faciliter les transferts, l'accès au monde du travail et les réintégrations dans le système éducatif;

g) Les médias sont considérés comme un élément important du processus éducatif et l'Etat devra donc les utiliser comme instruments de développement de l'enseignement national;

h) La nouvelle éducation mettra l'accent sur la formation et l'orientation professionnelles qui seront systématisées afin d'allier les besoins en matière de main-d'oeuvre aux possibilités en matière d'enseignement. Ces tâches incomberont à la société tout entière et, en particulier, à l'Etat révolutionnaire, aux éducateurs et aux centres de production;

/...

i) Il faut accorder une importance particulière aux travaux de recherche effectués par les établissements d'enseignement, car le système éducatif ne doit pas se limiter à l'enseignement de la science et de la technique; il doit également s'employer à résoudre scientifiquement les problèmes sociaux que pose le développement;

j) L'émulation fera partie de la nouvelle éducation pour stimuler la participation des membres de la communauté pédagogique et des organisations de masse aux tâches révolutionnaires, relever les normes académiques et appuyer tous les efforts susceptibles d'améliorer l'enseignement;

k) Les parents seront libres de choisir les écoles ou établissements qu'ils considéreront les mieux adaptés à la formation de leurs enfants;

l) Les fonds destinés à financer le système éducatif sont considérés comme un investissement social. L'Etat et la société dans son ensemble accorderont donc la priorité au financement de ce système. On créera les instruments nécessaires, notamment juridiques, pour assurer la participation effective des entreprises au financement et au développement de l'éducation permanente des travailleurs."

#### C. Principes généraux de la politique de développement de l'éducation

8. La politique de la révolution en matière d'éducation est fondée sur les masses populaires, sur leur participation consciente, active, organisée, et sur l'idée bien définie que le projet révolutionnaire est aussi et de manière fondamentale, un grand projet éducatif.

9. Selon cette thèse, les orientations pédagogiques et les mesures révolutionnaires suivantes adoptées dans le domaine de l'éducation acquièrent le statut de principes politiques généraux :

a) Priorité accordée aux classes populaires en matière de services d'enseignement; amorce de transformation de la structure sociale au niveau de la population scolarisée et des établissements scolaires;

b) Elimination progressive de l'analphabétisme (campagne nationale d'alphabétisation, acquisition de connaissances de base ou éducation permanente);

c) Lancement du programme d'éducation populaire destiné aux adultes et renforcement continu de ce programme;

d) Transformation du "maître" (promoteur et coordonnateur), issu du peuple, en support essentiel des programmes d'éducation populaire à l'intention des adultes;

e) Gratuité de l'enseignement public et contrôle des frais de scolarité perçus par les établissements privés; augmentation proportionnelle du budget de l'éducation;

/...



f) Participation directe du peuple à la gestion du système d'éducation comme élément du développement intégral (campagne nationale d'alphabétisation, éducation populaire des adultes, conseil national sur les buts et objectifs de la nouvelle éducation, conseil national consultatif de l'éducation);

g) Transformation et réorientation du système éducatif et des éléments qui le composent (programmes, formation des maîtres, organisation administrative, etc.) conformément au projet socio-économique et politique de la révolution populaire sandiniste;

h) Etablissement de liens entre l'éducation à tous ses niveaux et sous toutes ses formes et les objectifs recherchés en matière de production et de défense;

i) Intégration de l'éducation en théorie et dans la pratique au processus de transformation sociale révolutionnaire;

j) Acceptation de la notion d'éducation dans la pauvreté qui incite la population à l'engagement et à la créativité pour surmonter les obstacles qu'elle rencontre;

k) Création d'écoles dans tout le pays;

l) Amélioration progressive du rendement scolaire et de la qualité de l'éducation.

#### D. Développement du système scolaire (principaux progrès)

10. La volonté politique de réaliser le droit à l'éducation s'est concrétisée par diverses décisions clefs. Tout d'abord, par l'augmentation des ressources affectées au Ministère de l'éducation, qui sont passées de 35 millions de cordobas en 1978 à 1 484 millions en 1984. Si à cette somme on ajoute le budget de l'enseignement supérieur, le montant total des ressources allouées à l'enseignement avoisine les 2 milliards de cordobas, ce qui représente près de 4,9 p. 100 du PIB et plus de 10 p. 100 des dépenses publiques. D'autre part, pour améliorer l'organisation du système et en orienter le développement, les mesures suivantes ont été prises :

a) Elargissement des services d'enseignement pour les rendre accessibles à tous;

b) Amélioration de la qualité de l'enseignement pour que les structures, les programmes et les ressources humaines soient à même de satisfaire les importants besoins qu'engendrent le processus révolutionnaire et la volonté de créer une société nouvelle;

c) Transformation du système éducatif par une redéfinition des objectifs et des principes généraux de la nouvelle éducation, une restructuration du système, l'établissement d'un rapport étroit entre le travail productif et l'enseignement, et la mise au point d'un plan national de développement de l'éducation s'articulant sur le projet national de la révolution populaire sandiniste.

/...

11. Pour développer les services pédagogiques, diverses actions ont été menées dont les plus importantes sont les suivantes :

a) La mise en oeuvre en 1980, d'une campagne nationale d'alphabétisation qui a touché 406 056 personnes et a permis de faire baisser le taux d'analphabétisme de 50,3 p. 100 à 12,9 p. 100. Dans le cadre de cette campagne - qui a touché 12 664 personnes - on a entrepris l'alphabétisation des communautés autochtones dans leur propre langue (miskito, sumo et créole anglais).

b) La création d'un programme d'enseignement à l'intention des adultes, comme prolongement de l'effort d'alphabétisation. A l'heure actuelle, le programme comprend un niveau primaire d'éducation permanente et six niveaux plus avancés. Ce programme touche 194 800 personnes.

c) L'incorporation de l'enseignement préscolaire au système éducatif. Le nombre d'enfants touchés est passé de 9 000 en 1978 à plus de 60 000 et l'enseignement à ce niveau peut être dispensé dans un cadre scolaire ou non;

d) L'intégration au système d'éducation de l'enseignement pour enfants handicapés et la création de 19 nouvelles écoles spécialisées dans plusieurs régions. A l'heure actuelle, le nombre d'enfants recevant ce type d'enseignement est de 2 800 contre 355 en 1979;

e) L'augmentation considérable du nombre d'enfants inscrits à l'école primaire; de 369 640 avant 1979, il est passé à 571 620 en 1983;

f) L'augmentation du nombre d'élèves du secondaire, qui est passé de 110 726 avant 1979 à 158 215 en 1983, et la diversification rationnelle de l'enseignement dispensé à ce niveau;

g) Le développement et la revalorisation de l'enseignement technique grâce à l'équipement des ateliers des centres techniques et des ateliers polyvalents de 99 établissements d'enseignement primaire et cours complémentaires;

h) La création de neuf nouvelles écoles normales. Le nombre de normaliens est passé de 2 053 avant 1979 à 9 911 en 1983. Outre ces écoles créées après 1979, on a établi des centres de formation professionnelle à l'intention des auxiliaires d'enseignement;

i) La restructuration du système d'inscription dans l'enseignement supérieur, qui s'est ainsi ouvert aux couches sociales défavorisées;

j) Le renforcement du réseau d'établissements d'enseignement supérieur (universités et centres techniques supérieurs);

k) L'augmentation de la capacité du système d'enseignement depuis juillet 1979 est de 7,5 p. 100. Alors qu'en 1979 le nombre de Nicaraguayens recevant une éducation était de 501 660, en 1983 il était de 940 798.

/...

12. Pour améliorer la qualité de l'enseignement les mesures suivantes ont été prises :

- a) Transformation radicale des plans et programmes d'enseignement primaire;
- b) Utilisation de la méthode unique phonétique-analytique-synthétique pour apprendre à lire et à écrire au premier niveau et garantir la consolidation de ces acquis dans le système scolaire;
- c) Création du Département de la formation et de l'orientation professionnelles qui s'occupe de l'orientation proprement dite, du programme de formation en cours d'emploi, des ateliers de motivation et des écoles d'orientation pour les parents;
- d) La création d'ateliers d'évaluation, de programmation et de formation pédagogique comme instrument de gestion de l'enseignement collectif;
- e) Le renforcement du projet de coordination des enseignements, qui vise essentiellement l'enseignement de base dans les zones rurales, favorise le développement rural intégré et se fonde sur la promotion des forces productives avec la participation des populations;
- f) L'augmentation des activités de contrôle, de suivi et d'évaluation du travail méthodologique effectué par les directeurs, instituteurs et agents techniques pour garantir la qualité et l'efficacité de l'enseignement;
- g) La création de la direction de la formation et du perfectionnement qui a permis d'organiser une série de séminaires, de journées d'étude, de cours, etc. visant à relever le niveau de connaissances des enseignants et des administrateurs ainsi que des agents techniques du système éducatif;
- h) L'institution du "Complément nutritionnel", programme qui permet de surveiller l'alimentation de 65 000 enfants des départements d'Esteli et de Masaya et la création du programme de nutrition intégrale, qui étudie la situation nutritionnelle des écoliers et propose des solutions d'ensemble aux problèmes nutritionnels dont souffrent les enfants nicaraguayens.
- i) L'élargissement du réseau de bibliothèques scolaires dont le nombre est passé de 43 avant 1979 à 360 en 1983;
- j) L'augmentation du nombre d'heures de classe et de la fréquence d'enseignement hebdomadaire des matières au programmes des cours complémentaires;
- k) L'augmentation considérable du nombre de bourses et la priorité accordée aux élèves des écoles normales et des collèges agricoles et techniques. Le nombre de bourses accordées en 1984 a été de 5 576 contre 1 500 en 1979;
- l) L'augmentation des activités d'évaluation et de recherche dans le domaine de l'enseignement;
- m) La création des postes de maître d'enseignement spécial, d'enseignement préscolaire et d'enseignement de base;

/...

n) La construction de 1 404 écoles représentant 3 534 classes nouvelles. Nombre d'entre elles ont été construites avec la participation des collectivités. Quarante-huit établissements d'enseignement complémentaire (692 classes) ont également été construits. Ce programme réalisé depuis la révolution a coûté en cinq ans 609,6 millions de cordobas.

13. Parmi les mesures prises pour transformer le système d'enseignement, on peut citer les suivantes :

a) En premier lieu la création du Conseil national, qui a regroupé 50 000 personnes appartenant à diverses catégories sociales. Le Conseil était chargé de formuler les buts, objectifs et principes généraux de la nouvelle éducation, qui ont été par la suite adoptés officiellement, en mars 1983 par la Junte du gouvernement de reconstruction nationale;

b) La définition de l'enseignement général de base orienté vers le travail, qui comprend neuf niveaux : le premier, subdivisé en quatre parties est le plus important. Il s'inscrit dans le cadre de la stratégie de "Lutte pour un enseignement populaire de base", qui vise à garantir à moyen terme (1999) l'accès aux quatre subdivisions du premier niveau à toute la population. C'est la base indispensable si l'on veut atteindre l'objectif visé à savoir que, d'ici à l'an 2000, tous les enfants nicaraguayens de 7 à 16 ans puissent avoir neuf années de scolarité;

c) La consolidation du projet de développement de l'enseignement et de la culture au Nicaragua, qui recouvre à la fois la notion d'éducation nouvelle et la politique de développement de l'enseignement;

d) L'établissement de liens entre l'école, le travail et la production, tant dans le cadre de l'enseignement scolaire normal que dans celui de l'enseignement à l'intention des adultes. A cet effet, on a créé :

- i) Des écoles rurales de formation en cours d'emploi, qui sont des centres adaptés au niveau de spécialisation qu'exige le développement agricole du pays;
- ii) Les établissements agricoles ruraux, dont l'objectif est de dispenser aux jeunes et aux adultes des zones rurales une formation d'ouvrier qualifié;
- iii) Les cycles de production de base où on forme des ouvriers spécialisés, en leur faisant suivre un programme qui leur permette d'atteindre un niveau d'instruction équivalent au cycle de base;
- iv) Le renforcement de l'enseignement à tous les niveaux dans les écoles rurales;
- v) L'enseignement préscolaire dispensé dans des écoles ou en dehors;
- vi) L'application de nouvelles méthodes de planification, d'administration et de gestion de l'enseignement grâce à la participation active des organisations populaires;

/...

- vii) L'application et la consolidation du principe de décentralisation de l'enseignement dans le cadre de la décentralisation générale de l'administration publique;
- viii) La méthodologie suivie dans l'enseignement populaire des adultes;
- ix) La création d'un modèle d'enseignement populaire proprement nicaraguayen;
- x) L'élaboration, l'approbation et l'application progressive de la nouvelle structure du système d'éducation nationale.

II. ARTICLE 14 : PRINCIPE DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE ET GRATUIT POUR TOUS

14. Le caractère obligatoire et la gratuité de l'enseignement sont prévus dans la première proclamation du gouvernement de reconstruction nationale, datée du 18 juin 1979 et qui a déjà été mentionnée. Au Chapitre III, consacré au secteur social, le point 3.5, intitulé "éducation", pose ce qui suit :

"b) Enseignement gratuit et obligatoire.

L'enseignement primaire et secondaire, qui sera gratuit et obligatoire, donnera à l'élève non seulement une formation scientifique mais aussi des qualifications professionnelles et une bonne connaissance de la réalité nicaraguayenne.

c) Contrôle du prix des manuels, fournitures et uniformes scolaires.

Dans un premier temps, on contrôlera strictement les prix des livres et des fournitures scolaires. Le Ministère de l'éducation publique établira les principaux mécanismes de production et de commercialisation des livres et des fournitures scolaires afin que ceux-ci puissent être distribués gratuitement aux élèves des établissements publics. Tous devront porter le même uniforme.

d) Réglementation des établissements privés.

Le Ministère de l'éducation publique réglera le fonctionnement des établissements privés. Il en contrôlera les frais d'inscription et le système d'octroi de bourses et veillera à ce qu'ils suivent strictement les programmes nationaux d'enseignement. Il assurera aussi le contrôle des installations (bibliothèques, laboratoires, gymnases, etc.) pour s'assurer qu'elles sont de la même qualité que celles des établissements publics. On stimulera la participation des collectivités à l'effort d'amélioration de l'enseignement."

15. L'article premier des principes généraux de la nouvelle éducation dispose que "Le droit à l'éducation est un droit fondamental et inaliénable de tout Nicaraguayen". L'éducation sera obligatoire à tous les niveaux de l'enseignement préscolaire et de l'enseignement général de base. Le caractère obligatoire en sera établi progressivement, au fur et à mesure que se développeront les services d'enseignement public.

/...

16. Pour répondre à ces directives, un plan à moyen terme a été dressé dont les objectifs immédiats sont les suivants :

a) Mise en place de l'enseignement préscolaire dans le cadre d'écoles ou en dehors, pour encadrer le maximum d'enfants à ce niveau;

b) Activation de la lutte pour un enseignement populaire de base tendant à assurer un minimum de quatre ans de scolarité à tous les Nicaraguayens. Après cette première grande étape, on compte étendre la durée de la scolarité à six ans, puis à neuf ans d'ici à 1990.

c) Gratuité progressive des fournitures de base (manuels, cahiers et crayons) dans le primaire. Strict contrôle des frais d'inscription dans les collèges privés;

d) Octroi de subventions à certains établissements privés pour leur permettre de réduire leurs frais d'inscription;

e) Application de la méthode phonétique-analytique-synthétique pour apprendre à lire et à écrire au premier niveau d'enseignement, dans le cadre d'une stratégie visant à enrayer les abandons scolaires et à éviter les redoublements;

f) Renforcement du réseau d'établissements d'enseignement supérieur (universités et centres techniques supérieurs);

g) Institution du "Complément nutritionnel" dans les départements d'Estelí et de Masaya, programme qui permet de surveiller l'alimentation de 65 000 enfants particulièrement nécessiteux.

III. ARTICLE 15 : DROIT DE PARTICIPER A LA VIE CULTURELLE, DE  
BENEFICIER DU PROGRES SCIENTIFIQUE ET DE LA PROTECTION  
DES INTERETS DES AUTEURS

A. Textes principaux

17. Les droits culturels sont énoncés dans le Statut fondamental et le Statut relatif aux droits et garanties dont jouissent les Nicaraguayens, en date du 11 mai 1980. En ce qui concerne les droits culturels, il est dit ce qui suit au chapitre III :

"Article 45

Toute personne a le droit de participer à la vie culturelle et de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications. L'Etat respectera la liberté indispensable à la recherche scientifique et aux activités créatrices; il garantira à chacun la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

/...

Article 46

L'Etat est tenu d'adopter les mesures nécessaires pour assurer le maintien, le développement et la diffusion de la science et de la culture qui doivent être orientées vers le plein épanouissement de la personnalité, le renforcement du respect des droits de l'homme et la transformation de la société nicaraguayenne. Le patrimoine historique, culturel et artistique de la nation sera protégé par l'Etat au moyen de la législation nécessaire."

B. Principales composantes de la politique culturelle

18. Le gouvernement, par le truchement du Ministère de la culture, a décidé d'accorder la priorité aux programmes qui, par leur portée, leurs caractéristiques et le public qu'ils visent, permettent la participation populaire la plus large et ont pour principale fonction de démocratiser la culture.

19. Priorité a ainsi été accordée au programme des centres populaires de culture, au programme de films itinérants de l'Institut nicaraguayen du cinéma (INCINE), au programme de développement massif des sports en coopération avec les organisations de masse de l'Institut nicaraguayen des sports, et au programme de promotion de l'artisanat :

a) Dans tous les départements et dans toutes les grandes villes où il existe des centres populaires de culture, on s'efforce de préserver les traditions et l'héritage culturel locaux et l'on encourage les groupes artistiques d'amateurs. Chaque centre populaire de culture est assisté par un conseil populaire de la culture, qui regroupe des représentants d'associations de femmes, de jeunes, d'enfants, d'ouvriers, de paysans, de membres des forces armées ainsi que des représentants des autorités locales;

b) Le programme de coordination des masses de l'Institut des sports regroupe - par l'intermédiaire des comités sportifs bénévoles qui existent dans toutes les municipalités - de vastes secteurs de la population; il étend de la sorte les efforts de promotion des sports bien au-delà du cadre scolaire;

c) Avec ses 20 équipes cinématographiques mobiles, le programme de films itinérants s'efforce de faire connaître le cinéma nicaraguayen et international jusque dans les localités les plus isolées;

d) Le programme de promotion de l'artisanat, qui vise les artisans (soit 17 p. 100 de la population active), s'efforce de sauver les métiers d'art en danger de disparition et de relancer la production artisanale susceptible de remplacer les produits d'importation et d'apporter au pays des devises.

20. Outre ces programmes auxquels la priorité est accordée parce qu'ils encouragent directement la participation du peuple, le Ministère de la culture anime d'autres programmes qui tendent également à développer les services offerts à la collectivité nationale :

/...

a) La Direction de l'enseignement artistique se propose d'inclure dans les programmes scolaires de nouvelles spécialités et disciplines et, à mesure que seront formés des spécialistes ayant un solide sens pédagogique, d'étendre son rayon d'action aux jeunes enfants, aux adolescents et aux adultes;

b) En renforçant et en développant le réseau de bibliothèques publiques, le programme des bibliothèques vise à faire de ces établissements des auxiliaires du développement éducatif et culturel du pays, qui suscitent et développent au sein de la population l'habitude de la lecture;

c) Le programme d'encouragement des arts se propose de promouvoir, en restaurant, valorisant, enrichissant et diffusant la production artistique, le développement d'un mouvement esthétique et culturel authentiquement national. A cet effet, il s'efforce, en relation étroite avec les milieux artistiques, de créer des traditions culturelles et de susciter de nouvelles valeurs;

d) Le programme de sauvegarde du patrimoine historique s'efforce d'assurer la conservation et la restauration d'oeuvres et d'édifices en péril, d'identifier et d'évaluer le potentiel archéologique en effectuant les premiers travaux d'urgence, et de créer de nouveaux musées ou encore d'aménager ceux qui existent;

e) Le Ministère de la culture envisage également de créer en son sein un service de recherche chargé de procéder à des enquêtes socio-culturelles en vue de formuler les programmes culturels qui permettront d'élaborer un atlas culturel du pays.

#### C. Principales mesures adoptées aux fins du développement culturel\*

21. En 1979, les principales mesures adoptées par le Ministère de la culture ont été les suivantes :

a) Conversion de la Direction générale des sports et de l'éducation physique en un "Institut nicaraguayen des sports", Journal officiel, No 18, 26 septembre 1979;

b) Création de l'Institut nicaraguayen du cinéma (INCINE), Journal officiel, No 18, 26 septembre 1979;

c) Loi relative à la protection du patrimoine artistique, culturel et historique de la nation, Journal officiel, No 18, 26 septembre 1979.

---

\* Il existe au Nicaragua un Ministère de l'éducation ainsi qu'un Ministère de la culture. Bien que le concept de culture, pris au sens large, comprenne également l'éducation, nous nous référons ici uniquement aux mesures concernant le développement culturel qui ont été adoptées par le Ministère de la culture.



22. Les principales mesures adoptées en 1980 ont été les suivantes :

a) Adoption de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel. Décret No 448 en date du 30 mai 1980 (Journal officiel, Managua (142), p. 1545 et 1546, 24 juin 1980). Par ce décret, la Junta du gouvernement de reconstruction nationale a approuvé la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée à la dix-septième session de la Conférence générale de l'Unesco, et décidé d'envoyer l'instrument d'adhésion correspondant au Directeur général de l'Unesco;

b) Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, Paris, 21 novembre 1972. Articles 1 à 11 (Journal officiel, Managua (176), p. 1857 à 1859, 4 août 1980). Y sont définis ce qu'il faut entendre par patrimoine culturel et naturel et la politique générale à suivre en vue d'assurer la protection de ce patrimoine tant à l'échelle nationale qu'internationale; le décret visé porte également création du Comité intergouvernemental de la protection du patrimoine culturel et naturel;

c) Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, Paris, 21 novembre 1972. Articles 12 à 20 (Journal officiel, Managua (177), p. 1865 à 1867, 5 août 1980). Le texte visé est relatif à la création d'un fonds pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, ainsi qu'aux conditions et modalités de l'aide internationale;

d) Convention concernant les échanges culturels entre la République du Nicaragua et les Etats-Unis du Mexique, Mexico, 7 mai 1981 (Journal officiel, Managua (204), p. 1897, 9 septembre 1980);

e) Loi spéciale proclamant monument national la maison où est né et a grandi le général Sandino (Journal officiel, No 2, 3 janvier 1980);

f) Adhésion à la Convention relative à la défense du patrimoine archéologique, historique et artistique des nations américaines et ratification de cet instrument (Journal officiel, No 31, 6 février 1980);

g) Reconduction de la loi relative à la protection du patrimoine artistique, culturel et historique de la nation (Journal officiel, No 48, 26 février 1980);

h) Création de l'Entreprise nicaraguayenne d'enregistrements sonores centralisés (ENIGRAC) (Journal officiel, No 109, 16 mai 1980);

i) Réglementation du service social obligatoire (Journal officiel du 9 septembre 1980, Accord No 91 (MED));

j) Loi relative à l'enseignement des langues sur la côte atlantique (Journal officiel du 3 décembre 1980; décret No 571 (JGRN)).

23. Les principales mesures adoptées en 1981 ont été les suivantes :

a) Adhésion à la Convention concernant la coopération culturelle avec le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée et ratification de cet instrument, décret No 693 du 28 mars 1981 (Journal officiel, Managua (79), p. 769, 6 avril 1981). Adhésion à la Convention concernant la coopération culturelle signée par le Gouvernement de reconstruction nationale de la République du Nicaragua et le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée et ratification de cet instrument;

b) Loi concernant les associations culturelles populaires (COCULTURA), décret No 700 du 28 mars 1981 (Journal officiel, Managua (918), p. 793 à 797, 3 avril 1981). Création de COCULTURA; définition de ses objectifs, de son siège social, de son patrimoine, de ses pouvoirs et attributions et de ses structures administratives; création des autres entités ci-après : ENIARTE, ENIARES, ENIDEEC;

c) Convention concernant la coopération culturelle signée par le Gouvernement de reconstruction nationale de la République du Nicaragua et le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée, Managua, 24 septembre 1980 (Journal officiel, Managua (103), p. 979 et 980, 14 mai 1981). Convention signée pour une période de cinq ans;

d) Accord de coopération internationale conclu entre le Gouvernement colombien et l'Unesco, relatif au Centre régional pour la diffusion du livre en Amérique latine, Bogota, 23 avril 1981 (Journal officiel, Managua (124), p. 1177 à 1182, 11 juin 1981). Accord relatif à l'application, à l'échelon international, des plans et programmes du Centre régional créé par le Gouvernement colombien. L'une des dispositions de cet accord vise à transformer le Centre régional pour la diffusion du livre en un organisme chargé d'exécuter l'Accord. Définition des objectifs fondamentaux du Centre, de sa personnalité juridique, de ses privilèges et immunités, de sa structure ainsi que des dispositions financières le régissant;

e) Révision de l'Accord de coopération internationale conclu entre le Gouvernement colombien et l'Unesco, relatif au Centre régional pour la diffusion du livre en Amérique latine et dans les Caraïbes, Bogota (Journal officiel, Managua (124), p. 1181, 11 juin 1981). Prorogation et maintien des dispositions de l'Accord de coopération conclu entre l'Unesco et le Gouvernement colombien concernant le Centre régional pour la diffusion du livre et modification des alinéas a), b) et c) de l'article 3 ainsi que de l'article premier;

f) Convention concernant la coopération culturelle signée par le Gouvernement de reconstruction nationale de la République du Nicaragua et le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque, Prague, 4 avril 1980 (Journal officiel, Managua (203), p. 1890 et 1891, 3 septembre 1981). Cet accord prévoit notamment des échanges de groupes artistiques, des expositions, des échanges entre les bibliothèques, les musées, etc., des échanges de films et de documentaires, des visites d'écrivains, de peintres, de cinéastes, etc.;

g) Adhésion à la Convention de coopération culturelle et scientifique signée par le Gouvernement nicaraguayen et la République populaire de Hongrie et ratification de cet instrument, décret No 870 du 17 novembre 1981

/...

(Journal officiel, Managua (267), p. 3287, 24 novembre 1981). Texte relatif à la coopération qui s'est établie en vue de la formation de personnel spécialisé dans les domaines de la science, de l'éducation et de la culture;

h) Loi proclamant monument national la maison natale du chef de la révolution populaire sandiniste, le commandant Carlos Fonseca Amador, décret No 882 du 27 novembre 1980 (Journal officiel, Managua (276), p. 3389 à 3391, 4 décembre 1981). Texte déclarant monument historique la maison natale du commandant Carlos Fonseca, dont l'administration est confiée au Ministère de la culture;

i) Interdiction de la boxe professionnelle, décret No 606 (Journal officiel, No 1, 5 janvier 1981);

j) Adhésion à la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement et ratification de cet instrument, décret No 754 (Journal officiel du 11 juillet 1981).

24. Les principales mesures adoptées en 1982 ont été les suivantes :

a) Convention concernant la coopération culturelle et scientifique signée par le Gouvernement nicaraguayen et le Gouvernement de la République populaire de Hongrie, Budapest, 30 septembre 1981 (Journal officiel, Managua (96), p. 57 et 58, 9 janvier 1982). Cette convention restera en vigueur pendant cinq ans; si elle n'est pas dénoncée par l'une des parties six mois avant son expiration, elle sera automatiquement reconduite tous les cinq ans;

b) Création de l'Ordre de l'indépendance culturelle "Rubén Darío", décret No 927 du 21 janvier 1982 (Journal officiel, Managua (21), p. 225 et 226, 27 janvier 1982). Rendant hommage au représentant le plus éminent de la culture nicaraguayenne, ce décret porte création de l'Ordre de l'indépendance culturelle "Rubén Darío";

c) Convention concernant la coopération technique, scientifique, éducative et culturelle signée par le Gouvernement de reconstruction nationale de la République du Nicaragua et la République fédérative socialiste de Yougoslavie, décret No 931 du 26 janvier 1982 (Journal officiel, Managua (28), p. 313, 4 février 1982). Adhésion à la Convention et ratification de cet instrument le 20 novembre 1980;

d) Loi concernant la promotion des sports et de la culture au sein de la jeunesse, décret No 937 du 26 janvier 1982 (Journal officiel, Managua (28), p. 322, 5 février 1982). Cette loi fait de la pratique des sports et de l'acquisition de la culture un devoir de la jeunesse; elle proclame qu'il y va d'un droit inaliénable du peuple et garantit le soutien de l'Etat aux sports, à la culture et aux loisirs;

e) Convention concernant la coopération culturelle et scientifique signée par le Gouvernement nicaraguayen et l'URSS, décret No 946 du 1er février 1982 (Journal officiel, Managua (33), p. 370, 10 février 1982). Adhésion à la Convention et ratification de cet instrument à Moscou, en 1980;

/...

f) Loi réglementant les activités relatives aux sports, à l'éducation physique et aux loisirs, décret No 957 du 3 février 1981 (Journal officiel, Managua (38), p. 433 à 435, 16 février 1982). Cette loi énonce des généralités sur les organisations et les installations sportives, la protection des sports, les sanctions prévues en matière d'activités sportives et présente des dispositions d'ordre général;

g) Attribution de l'Ordre de l'indépendance culturelle "Rubén Darío", décret No 968 du 6 février 1982 (Journal officiel, Managua (41), p. 467, 19 février 1982). L'Ordre de l'indépendance culturelle Rubén Darío est décerné aux personnes ci-après : Fernando Gordillo (à titre posthume), Edelberto Torres Espinosa, José Coronel Urtecho, Salvador Cardenal, Francisco Pérez Estrada, José Jirón Terán, Camilo Zapata, Ernesto Mejía S., Edgard Buitrago, Carlos Martínez R., Ernesto Cardenal, Armando Morales;

h) Convention concernant la coopération culturelle et scientifique entre le Nicaragua et la Bulgarie, Managua, 2 mars 1982 (Journal officiel, Managua (58), p. 689, 11 mars 1982). Adhésion à la Convention et ratification de cet instrument en mars 1980;

i) Convention concernant la coopération culturelle et scientifique entre le Nicaragua et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, Moscou, 19 mars 1980 (Journal officiel, Managua (59), p. 697 et 698, 12 mars 1982). Convention de durée illimitée pouvant néanmoins être dénoncée au bout de cinq ans par l'une ou l'autre des parties. Des programmes d'échanges seront élaborés aux fins de l'application de cet instrument;

j) Convention concernant la coopération culturelle entre le Gouvernement de la République du Nicaragua et le Gouvernement de l'URSS, Moscou, 19 mars 1980 (Journal officiel, Managua (67), p. 793 et 794, 22 mars 1982). Convention d'une durée de cinq ans et renouvelable tous les cinq ans tant qu'elle n'est pas dénoncée par les signataires;

k) Convention concernant la collaboration culturelle et scientifique entre le Gouvernement de reconstruction nationale de la République du Nicaragua et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie, Sofia, 26 mars 1980 (Journal officiel, Managua (87), p. 1034, 14 avril 1982. Convention signée pour une période de 10 années et renouvelable pour cinq ans, sauf dénonciation;

l) Délégation du Nicaragua, décret No 192 du 10 juin 1982 (Journal officiel, Managua (175), p. 2007, 28 juin 1982). Délégation du Nicaragua à la Conférence mondiale sur les politiques culturelles (Ernesto Cardenal, Daysi Zamora et Francisco Lacayo);

m) Adhésion à l'Accord général de coopération économique, scientifique, technique et culturelle conclu entre le Gouvernement nicaraguayen et le Gouvernement français et ratification de cet accord, décret No 2000 du 31 août 1982 (Journal officiel, Managua (222), p. 2415, 23 septembre 1982). Adhésion à l'Accord général et ratification en France, le 12 juin 1982;

/...

- n) Délégation du Nicaragua, décret No 289, 1er octobre 1982 (Journal officiel, Managua (242), p. 2607, 16 novembre 1982). Délégation du Nicaragua à la XIIe réunion ordinaire du Conseil interaméricain pour l'éducation, la science et la culture (Carlos Tünnermann, Edgard Parrales, Ramón Meneses, Ximena Barreto, Xavier Porra et Emigidio Quintero);
- o) Adhésion à la Convention concernant les échanges culturels entre le Nicaragua et la France et ratification de cet instrument, décret No 1129 du 31 octobre 1982 (Journal officiel, Managua (262), p. 2783 et 2784, 9 novembre 1982);
- p) Convention concernant les échanges culturels entre la République du Nicaragua et la République française, Paris, 22 avril 1982 (Journal officiel, Managua (274), p. 2877 et 2878, 23 novembre 1982);
- q) Loi relative à la protection du patrimoine culturel de la nation, décret No 1142 du 29 septembre 1982 (Journal officiel, Managua (282), p. 2941 à 2945, 2 décembre 1982). Les dispositions générales de cette loi définissent ce qu'il faut entendre par biens culturels; elles font référence à la conservation du patrimoine culturel et portent création du registre du patrimoine culturel. Cette loi comporte également des clauses concernant l'exportation des biens culturels, le contrôle des sorties, les interdictions et sanctions, ainsi que des dispositions finales;
- r) Déclarations proclamant un site monument national, décret No 1143 du 22 novembre 1982 (Journal officiel, Managua (283), p. 2942 à 2950, 3 décembre 1982). Le site dénommé Boca de Piedra (Zinica) y est déclaré monument national et la responsabilité d'en faire l'usage prévu par la loi est confiée au Ministère de la culture;
- s) Complément à la loi relative aux associations culturelles populaires, décret No 1152 du 6 décembre 1982 (Journal officiel, Managua (292), p. 3022, 14 décembre 1982). Ajout de l'article 17 à la loi portant création de l'entité COCULTURA "ENIARTE", dont le siège social se trouve à Masaya;
- t) Lancement de la "Campagne nationale des bibliothèques, 'Carlos Fonseca Amador'" [Journal officiel du 16 juin 1982; Accord No 31 (MED)];
- u) Création du Parc national "Archipiélago Zapatera", décret No 1194 (Journal officiel du 5 février 1982);
- v) Création du Département de la coordination des enseignements [Journal officiel du 23 février 1982; Accord No 11 (MED)];
25. En 1983, les principales mesures de promotion des activités culturelles ont été les suivantes :
- a) Adhésion à la Convention régionale pour les équivalences d'études, de titres et diplômes universitaires et ratification de cet instrument, décret No 1228 (JGRN) (Journal officiel du 8 avril 1983);

/...

b) Adhésion à la Convention concernant la coordination éducative et culturelle en Amérique centrale, décret No 1181 (JGRN) (Journal officiel du 22 janvier 1983);

c) Proclamation faisant de l'école Luis Alfonso Velásquez Flores un monument national, décret No 1182 (JGRN) (Journal officiel du 22 janvier 1983);

d) Déclaration faisant des mines de "San Albino y Cerro el Chipote" un élément du patrimoine historique de la nation, décret No 1207 (JGRN) (Journal officiel du 8 mars 1983);

e) Adhésion à la Convention culturelle entre les Gouvernements nicaraguayen et cubain et ratification de cet instrument, décret No 1228 (JGRN) (Journal officiel du 8 avril 1983);

f) Réforme de la loi concernant la protection du patrimoine de la nation, décret No 1237 (JGRN) (Journal officiel du 19 avril 1983).

-----

/...